

MESEP

MESSAGERS POUR L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION DES ENFANTS A LA
PAIX

(Education civique, Promotion, des droits humains et Paix)

42, av. industrielle, Bukavu/RDC, Tél. (00250) 08563979, E-mail : mese02@yahoo.fr

WALUNGU
DES BRUITS DES BOTTES ET DES EXACTIONS
AU-DELA DE L'ACCEPTABLE

Août 2003

AVANT-PROPOS

Ce rapport est le résultat d'une enquête sur terrain. Il contient des informations, des faits et des gestes recueillis directement à la base ; auprès des acteurs, des victimes et des témoins.

MESEP s'applique à les publier afin d'éclairer la population de cette partie du pays sur l'urgence de la situation et d'inviter les responsables des parties en conflit ainsi que les acteurs influents à l'échelons national et international à prendre des mesures préventives plus efficaces sous peine de voir des populations entières demeurer éternellement des victimes de la violence et d'autres atteintes aux droits humains.

Nous sommes tout à fait conscient qu'au regard de la gravité des faits et de la complexité de la situation ainsi que de l'étendu de l'espace couvrir, les informations que nous livrons ne sont pas exhaustives. Et pour cela, nous tenons à nous excuser d'avance.

Dès lors, tout complément d'information qui viserait le même but que le notre est le bien venu. Il en est de même de toutes remarques et suggestions qui irait dans le sens de nous aider à améliorer notre façon de présenter nos rapports.

MESEP

INTRODUCTION

Au moment où les regards de tous les congolais sont tournés vers Kinshasa où se mettent en place petit à petit les institutions de la transition, des bruits des bottes retentissent encore une fois dans le territoire de Walungu et ses environs les plus proches.

La population observe sans comprendre :

- Des mouvements peu ordinaires des troupes des uns et des autres des groupes armés en présence ;
- Des incidents et des accrochages entre groupes au mépris de tous les accords signés ;
- Des violations massives des droits humains par les uns et les autres ;
- Des accusations mutuelles incompatibles avec la cohabitation tant attendue et souhaitée par la population.

Au-delà de ces observations, le paysan qui refuse de faire des analyses politiques ou qui en fait sa manière, se pose une série des questions :

Pour qui roulent ceux qui privilégient encore la logique des armes ou moment où, ailleurs, le processus de la paix connaît des avancées qualifiées de positives ?

Pourquoi le RDC/Goma gonfle-t-il les effectifs de ses hommes à Walungu et ses environs lorsque la guerre n'est plus une nécessité ?

Qu'advient-il des relations aujourd'hui très tendues entre le RDC et les combattants Mayi-Mayi, pourtant tous parties, siégeant au sein des institutions de transition ?

Les réponses à ces questions se trouvent peut-être ailleurs, mais le paysan de Walungu, en a besoin pour qu'il sache où l'amène le train dans lequel il est embarqué malgré lui.

DES MOUVEMENTS DES TROUPES INQUIETANTS

Depuis la deuxième quinzaine du mois de juillet 2003, la population du territoire de Walungu observe un mouvement, très peu ordinaire, des militaires du RCD/Goma.

Leurs positions changent au jour le jour et leur nombre, toujours croissant, inquiète. Les militaires sont devenus tellement mobiles qu'il est devenu presque impossible pour un citoyen ordinaire de connaître ne fut-ce que le nom de celui qui est chargé d'assurer sa sécurité.

L'inquiétude est encore plus grande lorsqu'on sait que le RCD considère toujours que tout le territoire de Walungu se trouve sous son contrôle. Dès lors, toute attaque de l'une ou l'autre position tenue par un autre groupe devient légitime. On connaît la règle, « Lorsque deux éléphants se battent, les herbes en pâtissent ».

Le mouvement des troupes qui attire plus d'attention est celui en direction de Bulonge, position dernièrement abandonnée par le RCD (2/08/2003) et occupée presque immédiatement par les Mayi-mayi du général Padiri qui l'occupaient déjà avant l'arrivée du RCD.

De l'autre côté de la ligne de front, la situation est presque similaire. Un regroupement des combattants Mayi-mayi s'observe aux environs de Nzibira dans le groupement de Kaniola. Plusieurs viennent de Shabunda ou de Bunyakiri en passant par Kalonge ou Nindja.

La population observe et s'inquiète puisque tous ces mouvements présagent des affrontements. Et tout affrontement entre groupes engendre pillage, déplacements des populations et d'autres abus et souffrances multiples.

ETAT DE SECURITE ET VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Ce chapitre expose quelques atteintes aux droits de l'homme commises par les groupes armés dans différents coins du territoire de Walungu et ses environs durant la période de juillet à mi-août 2003.

Les faits y relatés ont recueillis au quotidien et vérifiés par des animateurs de MESEP, renforcés par des collaborateurs locaux de plus en plus nombreux sur terrain.

En voici quelques-uns, répertoriés groupement par groupement dans la seule collectivité de Ngweshe, une de deux qui composent le territoire de Walungu :

A) Dans le groupement de Kamisimbi

Des hommes armés non autrement identifiés ont tué monsieur Mugaruka le 31/07/2003 chez lui et d'autres ont tué madame Jacqueline M'Malyoka le 6/08/2003

Dans le groupement de Lurhala

Dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13/08/2003, une bande des hommes non autrement identifiés a pillé l'église de la 5ème CELPA Bethel de Cigukiro.

Tous les biens de l'église (livres, habits, cachets, ...) ont été emportés. La salle de prière a été incendiée.

La sentinelle, monsieur Cizungu Jacques, a été grièvement blessée et suit les soins au centre de santé de Cigukiro.

Dans la localité d'Ibuye, monsieur Mweze Karhakoma a été victime d'un pillage le samedi 9/08/2003 à 21heures. Ses 4 chèvres ont été emportés par des hommes armés jusque là non autrement identifiés.

Ces mêmes inciviques ont adressé une lettre (menace) à monsieur Bacirhukenge Mashanda, de la localité Murhi gwa mugogo, lui recommandant de ne toucher sur aucun de ses biens s'il veut avoir la vie sauve lorsqu'ils viendront visiter chez lui.

Mercredi 13/08/2003, un groupe armé a visité la localité de Burhezi. Monsieur Ciza Ruhanya a été tué. D'autres familles ont été pillées ; parmi elles, celle de monsieur Charles Nyakarhalagu où presque tous les biens de la maison ont été emportés.

Dans le groupement Luciga

Monsieur Lukoma Namurhale a été tué chez lui à Ibanda le 12/08/2003 à 21heurs par des hommes armésq qui n'ont pas été identifiés mais parlant Kinyarwaranda et Kiswahili.

La même bande a blessé, le même jour, le jeune Cuma Kagombe, élève à l'ITP (Institut Technique Professionnel) de Burhuza. La victime est aujourd'hui internée pour les soins à l'hôpital général de référence de Walungu.

Dans le groupement de Walungu

Dans la nuit du 27/07/2003, 4 personnes ont été tuées par des hommes armés à Walungu. Cette attaque surprise a surpris plus d'une » personne puisque le commandement de la brigade du RCD, en opération à Walungu, se trouve précisément dans le groupement de Walungu.

Pour la population, ou bien le RCD est complice ou bien c'est un signal fort pour lui signifier toute sa fragilité.

Dans la localité de Canjavu, la famille Bayubasire a été visitée par des hommes en arme la nuit du 4/08/2003. Le lendemain, un des assaillants a été trouvé mort, tué par la population et jeté autour de la forêt Irhunvu. Il a été identifié : il s'agit du soldat « Jean-Pierre » de l'ANC/RCD. Ses chefs hiérarchiques l'ont reconnu et ont ordonné qu'aucune enquête supplémentaire ne soit faite.

Seule, la DSR/Walungu a continué des tracasseries à la famille Baybasire, lui exigeant de payer une chèvre et 500\$US d'amende.

Dans la même semaine et dans la même localité de canjavu, monsieur Buhirane André a été visité par une bande armée non autrement identifiée ; il venait de vendre son quinquina.

Pour sauver son père, son fils a remis une somme de 100\$US à la bande qui a refusé, exigeant plus, conformément aux informations qu'ils semblaient détenir en avance.

Cette façon de cibler les familles à visiter fait naître des soupçons au sein de la population quant à l'identité des assaillants qui deviennent de plus en plus nombreux dans des villages jadis paisibles.

En effet, il y a lieu de se demander comment des personnes étrangères du village ont appris presque avec précision que monsieur Buhirane a vendu le quinquina et qu'il a eu l'argent.

Les populations de Canjavu et celles d'autres villages croient que l'ennemi se cache parmi elles. L'avenir pourra, peut-être, leur donner raison.

Dans la nuit du 15/08/2003, des hommes armés, ont envahi le village Mudusa. Ils ont entre autre blessé par balle le surnommé « Patron » qui a rendu l'âme le 16/08/2003 à l'hôpital général de Walungu. Ces mêmes assaillants ont brûlé des maisons à Mudende en groupement d'Izege.

Des informations de plus en plus concordantes attestent que les tueurs du jeune « Patron » étaient bien des militaires du RCD/Goma.

Ce que naturellement, démentent les autorités militaires de ce groupe qui promettent de faire une enquête sans complaisance afin d'établir la vérité autour de ce meurtre odieux. Le commandant de la 10ème brigade basé à Walungu a contribué aux funérailles de la victime.

Dans la localité d'Ibona, le 4/07/2003 à 1 heure du matin, des hommes armés non autrement identifiés ont visité quelques familles. Parmi les victimes des pillages figurent : Nzigire Mbalemba, Cibasa et balemba.

Le 27/07/2003 à 23 heures, des hommes armés parlant Kinyarwanda et Kiswahili ont envahi le village Malangiro/Chagala ; messieurs Kabubu (boucher de son état) et Kasongo Muhwanja ont été tués.

E) Dans le groupement d'Izege

Le 27/07/2003, 2 militaires du RCD, en patrouille à Izege, ont été tués par des hommes armés non identifiés. Des informations recueillies auprès de la population sur place, mais jusqu'ici difficiles à vérifiées allèguent que les assaillants étaient aussi des militaires du RCD qui ont pris leurs collègues pour « forces négatives ».

Le même jour, messieurs Ruhomombo et Mushimbe de la 5ème CELPA/Izege ont été arrêtés par des militaires du RCD. Le motif de ces arrestations est resté flou jusqu'à l'heure de la rédaction de ce rapport.

Le 26/07/2003, la famille de monsieur Kabibi Mushembe a été visitée par des hommes armés considérés comme Interahamwe. Après pillage de leurs biens, les assaillants ont amené leurs victimes vers leur retranchement dans la forêt.

Le 17/07/2003, les militaires du RCD basés à Izege, ont occupé la parcelle de la famille Lurhuma à Lugo. Celle-ci craint que ses biens ne soient endommagés par les militaires qui depuis ce jour-là refusent tout accès dans la parcelle à toute personne faisant partie de cette famille.

Le 5/08/2003, des militaires du RCD, basés à Lugo, ont arrêté et torturé, apparemment sans motifs valables, des paisibles citoyens avant de quitter le village (Lugo). Parmi elles figurent : Messieurs Kafunga Mudahama, dGogolo Luforho, Masasa Kamizire et Nyamula Ndeko.

La population d'Izege est confrontée à une situation hors du commun. Toutes les nuits, hommes, femmes et enfants quittent les maisons pour aller dormir dans la brousse par peur des hommes armés qui ne passent plus une seule nuit sans attaquer un village de ce groupement.

Dans le groupement d'Ikoma

Le groupement d'Ikoma connaît presque les mêmes difficultés sécuritaires que celles d'Izege :

Attaques nocturnes répétées par des hommes armés : des Interahamwe ou ceux qui se font passer pour tels. Ces attaques sont suivies des pillages des biens de la population, des viols des filles et femmes et des enlèvements de ces dernières. Le dernier enlèvement en date est celui du 2/08/2003 ; Mademoiselle Kabika BASHIGE (d'Izege) et Monsieur Bashimbe RUSANGWA (de la localité de Bumbalali) ont été amenés dans la forêt.

Les filles enlevées à Ikoma et Izege sont amenées :

à Lulambo, dans la forêt de Mwirama en groupement de Kaniola.

à Bitara, dans la collectivité de Nindja à la limite avec Kolonge

à Ntulo, dans la forêt entre Kabare et kalonge

Des informations dignes de foi confirment que les 2 personnes citées ci-dessus, enlevées à Bumbalali le 2/08/2003 se trouveraient encore détenues à Lulambo.

Monsieur Mahangaiko KASAZA, y a été aussi amené le 3/08/2003 mais a été relâché le lendemain. Il confirme, y avoir vu les autres « enlevés ».

G) Dans le groupement de KARHONGO

Le jeudi 24 juillet 2003, Monsieur Cizungu Bihama, Chef de la localité de Kasigalira a été arrêté dans le quartier Buzonga par les mayi-mayi du commandant Masonga, actif dans ce groupement. Il lui a été reproché une collaboration avec les Mudundu 40, lorsqu'ils contrôlaient cette partie de la province. Monsieur Cizungu a été libéré sous caution, après quelques jours de détention.

Dans le groupement agissent aussi des « local défense » au service du RCD qui ne se comportent pas du tout mieux.

Monsieur Vital, MBULA MIRHIMA et BISIMWA LUNVI, ont été arrêtés fouettés et détenus pendant quelques heures au motif peu fondé, qu'ils collaboraient avec les Mudundu 40, au moment où ils étaient « très forts » dans le groupement. C'était aux environs du 25 juillet 2003

Des militaires du RCD basés à Nyangezi tracassent la population en érigeant des barrières pour contrôler, on ne sait quoi. Dans cette localité, il suffit d'être pointer du doigt ou être soupçonner d'avoir collaborer avec les Mudundu 40 pour devenir du coup « une vache à lait » à traire à tout bout de champs. Plusieurs personnes de cette localité ont déjà été victime de ce comportement.

H) Dans le groupement NDUBA

- Le 11/08/2003, la localité de Kalole a été envahie par des hommes armés parlant Kinyarwanda, Swahili et Mashi. Monsieur César CILABARHA du quartier Ciriri a été assassiné. Plusieurs biens ont été pillés et des personnes ont été torturées. Parmi elles figurent, Messieurs Batwana, et Mugema KALAKIRA qui a eu son bras droit coupé à la machette.

- Dans la même nuit du 11/08/2003, Monsieur Kalala, infirmier titulaire du centre de santé de Kalole, a été grièvement blessé par des hommes armés venus pillés chez lui.

- La population de Nduba, qui n' a du reste aucune frontière naturelle avec les forêts où sont supposées résider les interahamwe croit que le pouvoir RCD qui a encore la charge de sa sécurité devrait améliorer sa façon de la protéger notamment en contrôlant correctement les mouvements de ses propres militaires qui errent par-ci par là à la recherche de moyens de survie.

I) Dans le groupement MUSHINGA

Depuis la mise en déroute des Mudundu 40, la population de Mushinga est abandonnée à elle-même. Le RCD y patrouille la journée, moins pour protéger les habitants, mais pour y chercher le moyen de survie.

La nuit, tout le groupement est laissé à la merci des interahamwe qui viennent dans les montagnes de NTONDO. Ils arrivent chaque nuit ; pillent, violent sans scrupules. Cela fait déjà 4 mois que le villageois de ce groupement ont choisi d'être dans les quartiers de ce groupement pour braver le RCD, mais pour passer les nuits dans les brousses par crainte des interahamwe et d'autres bandits à mains armées.

Rappelons que ce groupement était le siège de Mudundu 40 et par conséquent la contrée la mieux connue par ces derniers. Or comme on le sait très bien depuis leur mise en déroute, une partie de cette milice erre par-ci par-là dans les villages sous occupation et sans encadrement. Il n'y a nul doute qu'ils puissent constituer un germe fertile des « malfaiteurs ».

J) Dans le groupement d'IRONGO

La situation est similaire à celle de Mushinga ; les ex-Mudundu 40 sont également pointés du doigt comme responsables d'un certain nombre d'exactions qui y sont enregistrés.

K) Dans le groupement de LUBONA

- Le RCD possède un camp à Nyamurhale et un autre à Lwanshoko.

- La population se plaint de trop de tracasseries de militaires et des barrières que ces militaires du RCD placent entre la population de Lubona et celle des groupements voisins comme Mushinga, Burhale et Irongo.

- Plusieurs cas des vols ou extorsion des batails appartenant à des civils sont mis à charge des militaires du RCD.

Par exemple, le mercredi 6/08/2003 à 19 heures, CIRUSHA KALABARHA, a été fusillé par des militaires du RCD, pour avoir refusé qu'ils n'emportent ses vaches. Alerté par la population, le commandant basé à Burhale a ordonné une enquête et un des militaires impliqués dans le forfait a été attrapé. Il s'agit du soldat SUMBA LIWA connu sous le sobriquet de « Mudahinga ». Celui-ci a été incarcéré pendant 2 jours

avant d'être exécuté publiquement le vendredi 8/08/2003 au centre commercial de Burhuza où il a été enterré comme un chine.

Encore une fois, le RCD a tué le pêcheur sans tuer le pêché.

L) Dans le groupement de BURHALE

Les militaires du RCD sont très nombreux dans ce groupement. Ils sont à Mwegera, à Mashango (Mubondwe) et à Lukayu. Burhale constitue même la position la plus avancée des soldats du RCD. C'est là que sont stationnés ceux qui ont quitté Bulonge et Mulamba ; Mais aussi bizarre que cela puisse paraître dans plusieurs localités de ce groupement les habitants ne dorment plus dans leurs maisons suite aux attaques nocturnes des hommes en armes.

Plusieurs attaques et exactions sont néanmoins mises à charge des militaires du RCD.

En général Gabriel AMISI, (Tango four), commandant de la première région militaire RCD s'en est sûrement, personnellement rendu compte, le dimanche 3/8/2003.

En effet, alors qu'il assistait à la messe de « purification » de la paroisse de Burhale, présidée par Monseigneur le Vicaire Général de l'archidiocèse de Bukavu, et en présence également du Gouverneur de la Province du Sud-Kivu et de plusieurs autres personnalités ; des militaires du RCDE basés à Mwegerera sont allés piller dans la localité voisine de Luhoko. Deux d'entre eux ont été attrapés par la population mais ont créés des incidents qui ont faillis gêner le séjour de « leurs excellences » dans la zone rouge.

Monsieur Célestin BAGULA, secouriste de la croix rouge, de Mwegera, chez qui un des militaires pillers mis en difficultés par la population a voulu trouver refuge, s'est vu menacé et tabassé sérieusement par d'autres militaires venus au secours de leur collègue.

Célestin BAGULA n'a eu la vie sauve que grâce au concours de la garde rapprochée de la délégation du gouverneur.

Cet incident est arrivé, alors que quelques minutes auparavant, le gouverneur venait d'adresser un message de compassion à la population de Burhale qui a subit un peu plus que les autres les affres de cette guerre.

Les localités de Njove, Nyakakoba et surtout d'Irhundwe sont désertées de leurs populations suite aux attaques dont elles font l'objet de la part des interahamwe.

Les militaires du RCD basés à Burhale, malgré leur surnombre de font aucun effort pour sécuriser ces localités. Chaque fois que ces assaillants attaquent un village, ils y pillent, tortures et violent.

Voici à titre 'exemple, ce qui est arrivé dans la seule localité d'Irhundwe entre le 1 et 8 Août 2003.

VICTIMES DES PILLAGES :

NTAZA NAMEGABE : 20\$ + 2 couvertures + matelas
NKUNDA MUSAMI : 3 chèvres
BAHIZIRE DEWARD : Habits pour homme et femme + matelas + 4 casseroles + 3 bidons.
ZIGASHANE ERICK : Habits pour homme + matelas + radio et 1 sac de haricots
MUPENDA IRENGE : 1 chèvre + 1 montre
BABONE MUNANDI : 1 cochon + habits
RUHINDISA NKURU : 8 chèvres + 60\$ + habits homme et femme
M'KARUME BORA : Habits + 5 casseroles + 2 draps et assiettes.
RUTEGAMANSI : Habits
BAGANDA RUSABIKA : Habits + bidon + bassin
KESINAMA FERDINANT : Habits + matelas + bidon
NTEZI KAHAJIRE : Habits + 3 casseroles + 2 bidons
BULONZA NTAKUNDI : Habits
KONGOLE RUSABIKA : Matelas + 5 poules + 1 bidon
MUSHAGALUSA MUGARUKA : habits + 1 chèvres + 50 poissons
MASIRIKA NKURU : 2 chèvres + 1000FC + 1 montre
RUDAHABA : 16 poules
RUSAKI : 6 lapins + 1 couverture
FURAHA SALOME : Habits + 2 bidons
MUZALIWA ZAMU : Habits homme et femme
BADERHEKUGUMA : Habits homme, femme et enfants
BAHATI MUSORO : Habits
CHARLES KANINGU : 1 radio + habits homme, femme et enfants
KAHAMAGARUSA : Habits pour hommes
ZAMU MIGABO : 2 couvertures + 2 casseroles + 2 bidons
MAGEKA STANY : Habits pour homme et femme + matelas
RUGEME MUSHAMUKA : Habits + bidons + 6 lapins

* VICTIMES DES TORTURES

1. NKUNDA MWAMI Stanislas : Blessure sur le bras droits
2. BAHIZIRE DEWARD : Blessure sur le bras gauches et sur le cou
3. MUSHAGALUSA BAHIZIRE : Blessure sur le ventre et sur les deux bras
4. BIRHANGE KATOTO : Blessure sur le genou
5. FURAHA SALOME : Blessure sur le genou et l'œil gauche.

VICTIMES DES VIOLS

MUNGU AKONKWA CIZUNGU : Agée de 10 ans
RIZIKI BALYAHAMWABO : Agée de 15 ans
KANYERE CIHWIKA : Agée de 18 ans.

Le 11/08/2003, la population de la localité de Lukumbo n'a pas dormi puisqu'elle a été attaquée à 23 heures par des hommes en uniforme et armés.

Les familles de Monsieur CISIRIKA RUTERANYA, Félix BUHENDWA, MUKURU Innoncent, CHIBALONZA LWAKASI, Daniel KASHOSI, BUHENDWA

MUZUSANGABO, NSHANGALUME MUGOBE, KARHENDERE, ont été particulièrement inquiétées.

Monsieur BALALULA BASIMIKA a été blessé. Plusieurs biens de ces familles précitées ont été emportés. Nos enquêteurs ont recensé en tout 8 poules, 7 lapins, 6 cobayes et des habits emportés par les assaillants.

La population croit que les auteurs de ce forfait sont bien des militaires du RCD. Cela compte tenu de la proximité de Lukumbo avec le camp militaire RCD situé à Mwegerera (environ à 2 Km), ensuite de la géographie de cette localité qui n'a aucune frontière avec les lieux aujourd'hui connus de retranchement des forces d'autres groupes, y compris les interahamwe.

Le lendemain, le 12/08/2003, ce même groupe est revenu à Lukumbo, mais a été mis en déroute par la population qui s'est organisé pour faire des rondes nocturnes.

Le 12/08/2003, à 11h 30 de la journée, 4 militaires du RCD ont été attrapés en train de piller à Luhoko, ils ont été amenés auprès de leurs chefs basés à Mashango. Ceux-ci, pour calmer la population en furie, ont promu une punition « exemplaire » à ces soldats. Jusqu'à ce jour rien n'a encore été fait.

Dans la nuit du 14 au 15/08/2003, un groupe armé non autrement identifié a ouvert le feu sur monsieur Luliba, à son domicile situé dans la localité de Karhundu. La victime a été blessée et transportée urgemment à l'hôpital général de Walungu où elle est décédée au soir du samedi 16/08/2003.

Des incidents de ce genre sont devenus très fréquents à Burhale et sûrement dans d'autres lieux où se trouvent les militaires du RCD. L'ancien mouvement rebelle devrait veuille à la façon dont il nourrit ses hommes déployés dur terrain.

En effet, la plupart d'entre eux se plaignent de ne pas recevoir une ration suffisante.

Dans la partie de Burhale non contrôlée par le RCD, les choses ne vont pas mieux. Des bandes armées de tout acabit y font la loi sans être inquiétés par qui que ce soit.

Le 25/7/2003, Monsieur NDEKO de la localité Mulinja a été fusillé par des hommes armés qui se sont présentés comme étant Mayi-mayi. La victime a simplement manqué à remettre aux assaillants alors qu'ils détenaient semble-t-il des informations suivant lesquelles il aurait vendu sa vache.

M) Dans le groupement de KANIOLA

La vie dans le groupement de Kaniola est tout simplement indescriptible.

L'insécurité y bat son plein ; malgré la présence de tout un détachement des militaires du RCD. Ceux-ci passent leur journée à tracasser les pauvres paysans au lieu d'assurer sa sécurité. Les violations de droits humains y sont légion.

Plus de la moitié de habitants est en fuite vers des villages voisins et vers la ville de Bukavu pour ceux qui en ont eu le moyen. Ceux qui y sont resté, faute d'autres alternatives, subissent d'un côté les abus des militaires du RCD, qui sont supposé les protéger et de l'autre ceux des FAC, Mayi et leurs alliés interahamwe qui font la loi en face dans la collectivité de Nindja.

Des plaintes des pillages commis soit par les militaires du RCD, soit par les interahamwe ou d'autres bandits profiteurs fusent de partout.

Il est pratiquement impossible de faire 10 pas dans ce groupement sans enregistrer une plainte d'une ou des familles récemment pillées par l'un ou l'autre groupe. Le bilan des pertes matérielles, aujourd'hui difficile à établir d'une manière exhaustive, est simplement très lourd.

Quant aux responsabilités, comme nous avons eu à l'exprimer dans nos précédents rapports, elles seront difficiles à établir d'autant plus que, sans nier la responsabilité des interahamwe réellement actifs dans la région, nous avons relevé que tous ceux qui veulent commettre des dégâts, qu'il s'agisse des militaires du RCD, déserteurs ou en fonction, qu'il s'agissent des mayi-mayi ou d'autres bandits à mains armées, tous se font passer pour interahamwe.

La population sait déjà qu'il existe des vrais et des faux interahamwe, mais elle ne peut les distinguer que si elle met la main dessus. Ce qui arrive rarement. Mais les rares fois que cela arrive, on confirme et renforce cette thèse.

Les villages les plus menacés sont : Mbuba, Nabishaka et Mwirama. Les prêtres et sœurs ne sont toujours pas rentrés à la paroisse de Kanila. La population de ce groupement s'estime abandonnée ou simplement sacrifiée.

Voici quelques faits récents :

Le 2/08/2003, les militaires du RCD basés à Kaniola sont allés attaquer la collectivité voisine de Nindja, dans le groupement d'Ihembe. Objectif avoué : chasser les interahamwe dans la forêt de MUSERE. Ils y ont pillés vaches, chèvres, moutons et plusieurs autres biens de la population qu'ils traitent tous comme interahamwe.

Deux militaires du RCD apparemment haut gradé ont trouvé la mort lors de ces combats. De retour à Kaniola les militaires du RDC ont exigé que toute la population de ce groupement et environs sous leur contrôle observe un deuil de 3 jours : arrêt de tout travaux champêtre et même de la simple circulation dans les rues.

Le 7/08/2003, les militaires du RCD ont créé une fusillade à Kaniola au cours de laquelle, ils ont tués Monsieur KAMPETIT MUGAYO Alphonse, un fils à KATEMBO Apollinaire âgée de 13 ans, et un petit fils à MBURUGU pierre, enfant de 2 ans tué sur le dos de sa mère, elle-même blessée.

Les autres blessés lors de cette fusillade sont :
MULUMEODERHWA MIHANDA
DONAT RUTEMBA
MUNGANGA TCHENDA
PASCAL LWABOSHI
GENDARME RUTEMBA
CHANTAL M'MUSHENGEZI
ADELA M'LUGALIKA
VENANTIA (non autrement identifié)

Le 13/08/2003 vers 10h45', des militaires du RCD ont extorqué 2 moutons de Monsieur BIGULUMIRA à Nyamusirwe. Le même jour à 13h30', des militaires du RCD venu de Karhuliza ont emporté la vache de Monsieur Venant NANGUGUNWA.

Plusieurs femmes et filles ont été violées dans le groupement de Kaniola. La plupart d'entre elles refusent d'en parler pour des raisons évidentes de sécurité et de pudeur.

Voici quelques cas récemment tombés victimes de groupes armés : (entre le 25 :7/2003 et le 13/08/2003)
NSIMIRE MAHESHE
BADESIRE ZOGABE
ADELINE BIRINDWA
JUSTINE NKARHA
FRANCINE ZAHINDA

Décidément, à Kaniola, le mot réunification qui fait la une de toute l'actualité nationale sonne creux.

N) Dans le groupement de MULAMBA

Ce groupement est aujourd'hui sous contrôle des mayi mayi du commandant Padiri. La population y vit dans un stress permanent d'autant plus qu'elle sait que Mulamba constitue l'objectif des militaires du RCD qui se trouvent à Burhale, à moins de 8km.

Bien plus, ces mêmes militaires viennent de quitter Mulamba (Bulonge et environ) il n'y a pas longtemps sans que la population ne sache pourquoi. Un habitant de Mulamba que nous avons rencontré à Ndola, le 12/08/2003 raconte :

« Le RDC et les mayi mayi se remplacent ici comme dans un jeu de ping-pong.

Aujourd'hui c'est l'un, demain c'est l'autre et chaque fois que l'un arrive, il nous taxe d'avoir collaboré avec l'autre et vice versa comme si nous connaissions leurs agenda ».

Dans ce groupement comme dans tout autre espace contrôlé par les mayi mayi, la question des droits humains ne va pas mieux.
En effet :

Les combattants vivent sur le dos de la population
La liberté de déplacement vers d'autres localités hors contrôle n'existe pas,
Les écoles ne fonctionnent pas,
Des enfants regorgent toujours les rangs des groupes armés et aucune perspective de démobilisation n'est envisagée.

O) Dans le groupement de TUBIMBI

Le groupement de Tubimbi est en grande partie sous contrôle des combattants rwandais collaborant avec d'autres groupes de congolais apparemment incontrôlés. Les militaires du RCD y font quelques incursions mais n'y restent pas. La population y vit tout simplement comme dans un territoire occupé.

La question de droits humains ne semble même pas être parmi les préoccupations de ces maîtres sans identités concrètes

« Que le gouvernement vienne vite nous libérer de cet enfer » nous a confié un habitant de Tubimbi ce 14 août 2003.

P) Conclusion

Comme on le voit à travers ce rapport, les données recueillies dans 15 de 16 groupements de Ngweshe sont troublantes. Tous ces indicateurs et les analyses les plus lucides portent à croire que la population de cette contrée n'est pas encore au bout de ses peines.

Les comportements des protagonistes de la crise sur le terrain laisse vraiment à désirer.

Le seul groupement de Ngweshe pour lequel nous n'avons pas pu disponibiliser des informations est celui de Kamanyola, géographiquement et même culturellement, plus attaché au territoire d'Uvira que de Walungu.

Quant à la collectivité chefferie de Kaziba ; la situation est plutôt relativement calme. Pourvu que ça dure.

SITUATION HUMANITAIRE

On ne le dira jamais assez, la situation humanitaire en territoire de Walungu et dans les collectivités qui lui sont voisines est catastrophique et appelle urgemment à la solidarité internationale. La population du territoire de Walungu comme celle de plusieurs autres parties du Sud-Kivu paye chèrement les frais d'une guerre qu'elle n'a jamais demandée.

Les faits suivants devraient attirer toute attention :
Chaque bataille entre groupes armés ou incidents dans tel ou tel village entraîne des nouveaux déplacements des populations avec tout ce que cela comporte comme conséquence

Déjà le territoire de Walungu, n'était plus un bon exemple en matière d'autosuffisance alimentaire. Si à cela, il s'ajoute les pillages qui suivent toujours les

affrontements ou les actions punitives des uns et des autres sur les populations, on explique du coup la montée en puissance des maladies nutritionnelles comme la Kwashiorkor et autres surtout sur des personnes vulnérables comme les femmes et les enfants.

Les centres nutritionnels n'existent plus. On sait qu'il y en avait à Kaniola, et à Burhale mais qu'ils sont actuellement fermés. Plusieurs centres de santé ont fermé leurs portes et d'autres administrent des soins « minimum » grâce à une « clinique mobile » tenue aujourd'hui par l'ONG MALTESER. La population de Walungu apprécie la spontanéité de cette action de MALTESER qui a, à coup sûr, sauvé plusieurs vies qui étaient en danger de mort. C'est un bon exemple qui mérite d'être suivi par d'autres humanitaires avant qu'il ne soit trop tard.

Dans plusieurs endroits du territoire, des écoles n'ont pas la chance d'ouvrir leurs portes en septembre prochain. L'avenir des milliers d'enfants est donc hypothéquée.

Les routes de dessertes agricoles et celles reliant les milieux ruraux à la ville de Bukavu sont en très mauvais état ; surtout lorsque nous tendons vers la saison de pluie. La réfection de celles-ci devrait donc être une urgence.

QUE SONT DEVENUS LES MUDUNDU 40 ?

Il sied de se rappeler que le territoire de Walungu était le lieu de prédilection de la milice MUDUNDU 40 avant leur mise en déroute par l'ANC/RCD en avril 2330.

Mis à part la majorité des combattants de cette milice y étaient originaires.
Quant ils ont été défaits :
Une partie a rallié le RCD.

Une partie a rejoint le Mayi-Mayi de Padiri : Elle serait semble-t-il bien accueillie dans ce nouveau groupe.

Les comportements de protagonistes de la crise sur le terrain laisse vraiment à désirer.

Le seul groupement de Ngweshe pour lequel nous n'avons pas pu disponibiliser des informations est celui de Kamanyola, géographiquement et même culturellement, plus attaché au territoire d'Uvira que de Walungu.

Quant à la collectivité chefferie de Kaziba ; la situation est plutôt relativement calme. Pourvu que ça dure.

III. SITUATION HUMANITAIRE

On ne le dira jamais assez, la situation humanitaire en territoire de Walungu et dans les collectivités qui lui sont voisines est catastrophique et appelle urgemment à la solidarité internationale. La population du territoire de Walungu comme celle de plusieurs autres parties du Sud Kivu paye chèrement les frais d'une guerre qu'elle n'a jamais demandée.

Les faits suivants devraient attirer toute attention

Chaque bataille entre groupes armés ou incidents dans tel ou tel village entraîne des nouveaux déplacements des populations avec tout ce que cela comporte comme conséquences

Déjà le territoire de Walungu, n'était plus un bon exemple en matière d'autosuffisance alimentaire. Si à cela, il s'ajoute les pillages qui suivent toujours les affrontements ou les actions punitives des uns et des autres sur les populations, on explique du coup la montée en puissance des maladies nutritionnelles comme la Kwashiorkor et autres surtout sur des personnes vulnérables comme les femmes et les enfants.

Les centres nutritionnels n'existent plus. On sait qu'il y en avait à Kaniola, et à Burhale mais qu'ils sont actuellement fermés. Plusieurs centres de santé ont fermé leurs portes et d'autres administrent des soins « minimum » grâce à une « clinique mobile » tenue aujourd'hui par l'ONG MALTESER. La population de Walungu apprécie la spontanéité de cette action de MALTESER qui a, à coup sûr, sauvé plusieurs vies qui étaient en danger de mort. C'est un bon exemple qui mérite d'être suivi par d'autres humanitaires avant qu'il ne soit trop tard.

Dans plusieurs endroits du territoire, des écoles n'ont pas la chance d'ouvrir leurs portes en septembre prochain. L'avenir des milliers d'enfants est donc hypothéquée.

Les routes de dessertes agricoles et celles reliant les milieux ruraux à la ville de Bukavu sont en très mauvais état ; surtout lorsque nous tendons vers la saison de pluie. La réfection de celles-ci devrait donc être une urgence.

QUE SONT DEVENUS LES MUDUNDU 40 ?

Il sied de se rappeler que le territoire de Walungu était le lieu de prédilection de la milice MUDUNDU 40 avant leur mise en déroute par l'ANC/RCD en avril 2000. Mis à part la majorité des combattants de cette milice y étaient originaires. Quant ils ont été défaits :

Une partie a rallié le RCD.

Une partie a rejoint le Mayi-Mayi de Padiri : Elle serait semble-t-il bien accueillie dans ce nouveau groupe.

Une troisième partie, que les observateurs qualifient de plus importantes n'a rejoint ni le RCD, ni le Mayi-Mayi, ni aucun autre groupe organisé, connu comme

opérant dans la région. Les ex-combattants de cette catégorie se trouvent éparpillés en partie dans la ville de Bukavu, et en partie dans les villages.

Une infirme partie d'entre eux s'est fait démobilisé par la MONUC. Ceux qui adhèrent à ce programme reçoivent une attestation de démobilisation, par laquelle l'ex-combattant s'engage à rompre avec la violence pour recommencer la vie civile.

Qu'il s'agisse des démobilisés de la MONUC ou des « auto démobilisés », nous savons qu'aucun programme connu n'est encore mise en place pour leur réintégration. Plusieurs d'entre eux craignent toujours de se faire voir publiquement, puisqu'ils n'ont aucune information sur ce que les groupes « voisins » pensent d'eux (R.C.D et Mayi-Mayi).

Aujourd'hui dans certains villages en proie à des attaques nocturnes des bandes armées « non identifiées », les ex-Mudundu 40 sont pointés du doigt à tort ou à raison comme suspects potentiels.

C'est déjà un conflit qu'il faut devoir gérer ; et le plus vite serait le mieux.

Déjà, le groupe qui a fait face au RCD dans la localité de Muzinzi (en groupement de Mulamba), le lundi 10 août 2003 se veut Mudundu 40 et rien d'autres. Ils venaient déjà de construire leur campement sur la colline dite « BANA BA HUNGU » en direction de la localité Bwahungu.

Il n'est aussi un secret pour personne que dans toute la province du Sud Kivu et surtout le territoire de Walungu, il circule plusieurs armes ; qui pourraient être utilisées par des fauteurs en eau trouble pour troubler la sécurité de paisibles citoyens.

Nous pensons quant à nous que cette question devrait préoccuper ceux qui sont intéressés par la paix et la sécurité dans le Bushi.

V. LE PHENOMENE INTERAHAMWE ET L'OPERATION DDRRR DE LA MONUC

La MONUC et tous ceux qui sont intéressés par l'opération DDRRR savent qu'il y avait des combattants hutus rwandais autour de Bulonge avant les derniers événements.

Aujourd'hui nous savons que ces combattants et leurs dépendants ne sont plus très accessibles et qu'une méfiance caractérise désormais leur relation avec la MONUC. Les opérations du RCD à Bulonge en juillet passé et dernièrement à Ihembe en collectivité de Nindja ont donc retardé, si pas compliqué, le processus de rapatriement des hutus rwandais dans leur pays d'origine. Ces hutus sont devenus, comme tout le monde le sait, un prétexte à plusieurs violations des droits humains commises sur la population¹.

Pourtant le Rwanda, à travers le RCD, place toujours – ironie du sort – la question des combattants Hutu rwandais parmi ses préoccupations officielles. La population aurait souhaité plus d'explication sur ce contraste afin qu'elle n'en arrive à

¹ A Bunyakiri les militaires du RDC (13^{ème} bataillon) ont écrit sur les murs de l'hôpital ce qui suit et explique leurs attitudes envers la population : « Opération Mbata : CIVILE = MAYI-MAYI + INTERAHAMWE.

croire qu'il existe une préoccupation (officieuse mais plus sérieuse). Il est bizarrement étonnant de demander à des civils de se protéger contre les interahamwe, lorsque aucun effort contraignant n'est fait dans le sens de les encourager à rentrer dans leur pays.

L'expérience a montré que les Hutus sont plus disposés à rentrer chez eux, lorsqu'ils sont moins menacés par le « feu » du RCD. D'autre part, il est clair que toute reprise des hostilités renforce chez les mayi-mayi, qui connaissent mieux l'emplacement des combattants hutus, l'idée qu'ils ne devraient pas s'en débarrasser si tôt.

La MONUC, quant à elle, doit reconnaître qu'à ce jour l'opération DRRR qu'elle conduit n'a pas encore satisfait aux attentes que la population avait de ce vaste programme.

Tout semble à recommencer vu le nombre de Hutu rwandais qui sont encore au Congo. La MONUC en a le moyen, mais la stratégie qu'elle a utilisée jusqu'aujourd'hui s'avère sans grand succès. Un travail important reste à faire au niveau local. Il s'agit d'une sensibilisation plus orientée vers les combattants et les communautés qui le hébergent.

A ce niveau, la collaboration et l'implication des ONG locales à assises communautaires pourrait palier à la crise de confiance qui s'observe actuellement entre la MONUC et la population qui, elle, n'attend qu'une chose : voir tous les Hutu rapatriés chez eux au Rwanda, et ainsi donner la chance à la paix au Congo.

EN ROUTES VERS BUKAVU !

Les habitants de Walungu ne savent plus à quel saint se vouer. Ceux d'entre eux qui avaient le moyen de déménager vers la ville l'ont déjà fait. D'autres, même sans moyens, vivent en refuge dans des familles des amis ou des frères à Bukavu, supportant des humiliations de toutes formes.

Ceux qui n'ont pas réussi à se déplacer de cette façon sont à la merci de toutes les barbaries et les exactions comme décrites dans ce rapport et dans d'autres. Plusieurs personnes que nous avons rencontrées envisageraient sérieusement d'entreprendre « une marche de protestation » qui les amèneraient vers la ville de Bukavu où ils pourront exprimer de vives voix leurs lamentations aux autorités provinciales, représentants le pouvoir central pour qu'elles prennent leurs dispositions.

Ce n'est pas un bluff.
Un homme averti en vaut deux !

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Des groupes armés de tout bord semblent ne pas comprendre l'évolution de la situation au niveau national en R.D.Congo. Ils compromettent ainsi les espoirs des populations orientés vers la mise en place des institutions de la transition qui sont appelés à être les moins conflictuels possibles.

MESEP suit avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation qui prévaut dans les milieux ruraux du Sud Kivu en cette période qui précède la transition.

Profondément préoccupé par le respect et la promotion de droits humains, de la paix, ainsi que du droit international humanitaire ; MESEP appelle les groupes armés présents dans la Province du Sud Kivu en générale et en territoire de Walungu en particulier à mettre fin aux atrocités, à faire la comptabilité de leurs actes sur le terrain et à entrevoir des actions de rapprochement pour l'intérêt de la population.

MESEP condamne avec la toute dernière énergie la banalisation de la vie de la personne humaine qui s'observe de plus en plus dans les milieux ruraux de la Province du Sud Kivu en générale et en territoire de Walungu en particulier.

MESEP suggère que les représentants du pouvoir central en Province prennent des mesures qui puissent redonner au paysan son humanité en lui évitant tous les tracasseries qui l'accablent. Faisant siennes, les lamentations de la population, l'association MESP prie le Gouverneur du Sud Kivu d'ordonner sans délais la fermeture de toutes les barrières érigées sur les routes et qui rendent le vie des paysans très difficile sur le tronçon Bukavu-Shabunda en passant par Kabare et Walungu. La fermeture de la barrière érigée à KASHANJA par des militaires du RCD devrait être une priorité.

MESEP salut avec satisfaction la résolution 1493 du Conseil de Sécurité de Nations Unies portant renforcement du mandat de la MONUC.

L'organisation MESEP espère que ce nouveau mandat pourra permettre à la MONUC d'agir rapidement en faveur de l'amélioration des conditions de vie des populations victimes des exactions de groupes armés dans les milieux ruraux de l'Est de la R.D.Congo en générale et en territoire de Walungu en particulier.

MESEP prie instamment le gouvernement de transition et les différents anciens belligérants devenus partenaires, d'accélérer les processus de la réunification du pays, pour connecter effectivement les provinces et surtout leurs milieux ruraux à la dynamique nationale de la réconciliation.

MESEP exhorte encore une fois les organisations humanitaires oeuvrant au Sud Kivu, d'orienter dans la mesure du possible leurs actions vers les milieux ruraux du Sud Kivu où des vies humaines sont menacées par la faim, les maladies et d'autres fléaux que la solidarité internationale peut déjouer. Il y a lieu d'agir urgemment avant qu'il ne soit trop tard.

Bukavu, 19 Août 2003-08-28

MESEP